



Conflits à l'EPSM de Caen et dans l'Essonne.

Par trois fois le 24 avril, les personnels de l'Etablissement Public en Santé Mentale (EPSM) de Caen ont opposé leur mobilisation pacifique à la tenue de trois instances (Commission d'Hygiène et Sécurité et des Conditions de Travail, Comité Technique d'Etablissement, Commission Médicale d'Etablissement).

Par trois fois ces instances au cours desquelles le Directeur tentait de passer en force son plan de restriction des moyens du soin ont été annulées.

Le Directeur de l'EPSM ne désarme pas pour autant, il requiert du juge la présence des forces de l'ordre pour la tenue des futures instances. C'est quasiment une première dans l'histoire de la démocratie des institutions hospitalières.

De même depuis des années les personnels sont en lutte pour dénoncer les effets de la gabegie du partenariat public privé du CH du Sud Francilien. Aujourd'hui ils en payent le prix avec 52 suppressions de postes soignants. A Arpajon ce sont 8 lits de réanimation menacés de fermeture. L'intersyndicale CGT, FO, SUD a déposé un préavis de grève pour le 29 avril.

La Fédération SUD Santé Sociaux apporte tout son soutien aux personnels de l'EPSM de Caen et de l'Essonne, elle salue leur résistance. Si d'autres (nombreux) établissements sont soumis à des plans d'austérité autant injustes que drastiques, la mobilisation exemplaire des personnels de Caen et du 91 ont tenu en échec cette politique et la situation prendrait une tournure dramatique pour un gouvernement qui se targue de pratiquer le dialogue social.

La Fédération SUD Santé Sociaux dénonce une cure de restrictions, d'austérité sans précédent infligée aux secteurs sanitaires, sociaux et médico-sociaux.

La Fédération SUD Santé Sociaux appelle les personnels de ces secteurs à se mobiliser, faire savoir les menaces qui pèsent sur leurs activités au service du public.

La Fédération SUD Santé Sociaux a demandé en urgence l'intervention du ministère afin que les directions de ces établissements cessent de bafouer les règles élémentaires de fonctionnement démocratique et respecte les personnels, les conditions de soins et de travail, et les instances représentatives.

Pour le secrétariat: Patricia Garcia secrétaire générale.